

MISSION ÉPISCOPALE

Mgr André Guèye,
nouveau « métropolitain »



P. 2

FESPACO 2025

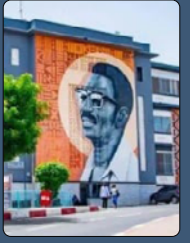
Une édition aux promesses
de résilience



P. 7

UCAD

Deux penseurs
de la Sénégalie célébrés



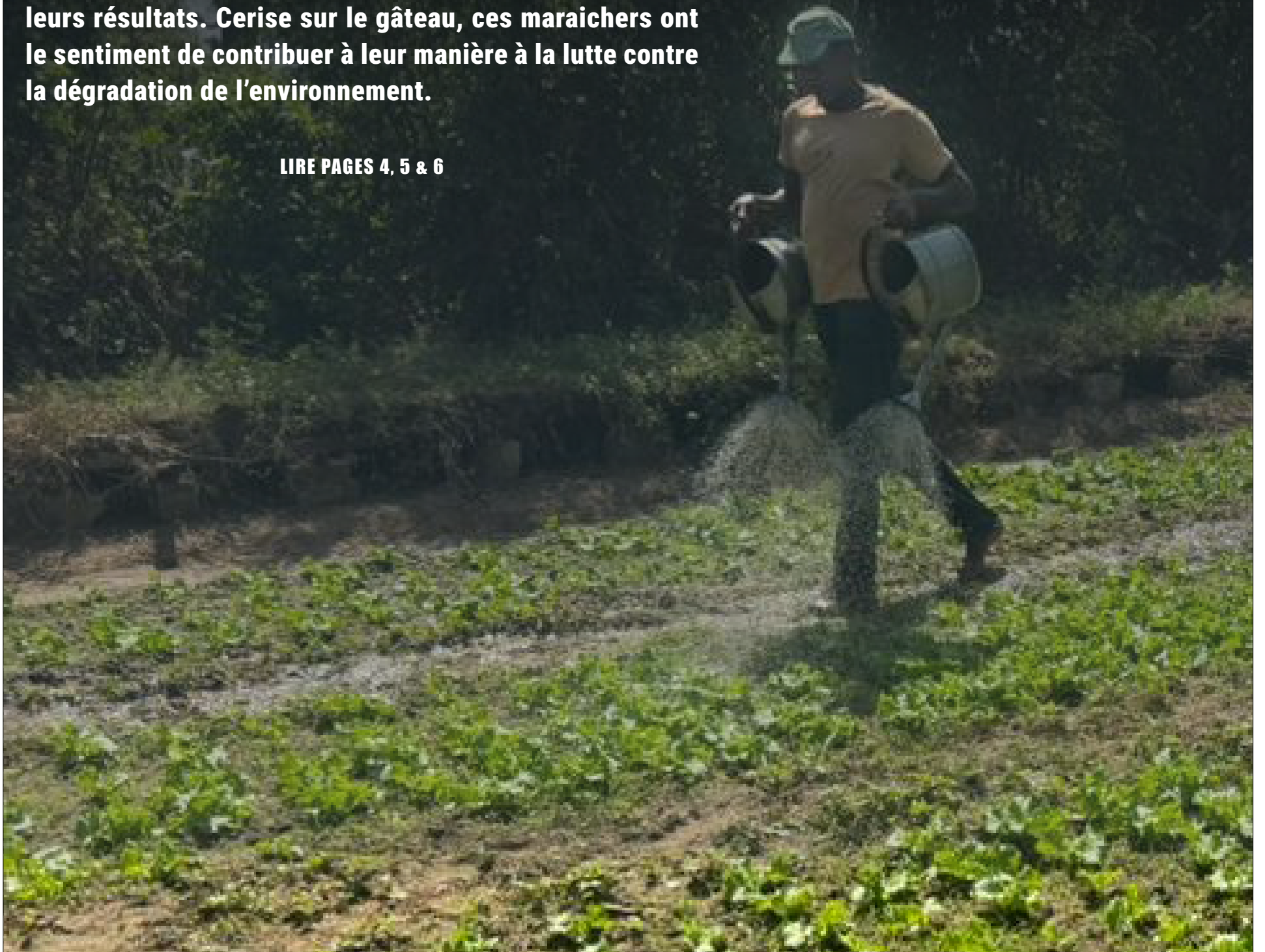
P. 8

RECYCLAGE DES EAUX USÉES

LES FAUBOURGS DE THIÈS RÉINVENTENT L'AGRICULTURE

Le recyclage des eaux usées autorise la réinvention de l'agriculture dans les faubourgs de Thiès. De nombreux maraichers de cette zone profitent des activités de la station de traitement des eaux usées de Keur Saïb, pour donner de nouvelles orientations à leurs activités. Ils se détournent des fertilisants chimiques pour de bien meilleurs résultats. Cerise sur le gâteau, ces maraichers ont le sentiment de contribuer à leur manière à la lutte contre la dégradation de l'environnement.

LIRE PAGES 4, 5 & 6



RELIGION

GOUVERNEMENT PASTORAL DE DAKAR MONSEIGNEUR ANDRÉ GUÈYE, NOUVEL ARCHEVÊQUE MÉTROPOLITAIN

■ Par Charles Senghor

Dakar – **Monseigneur André Guèye a été nommé archevêque métropolitain de Dakar par le pape François, samedi 22 février. Il remplace à ce poste Monseigneur Benjamin Ndiaye, qui a démissionné de sa charge pastorale pour raisons de santé.**

Mgr Guèye, jusque-là évêque de Thiès et administrateur apostolique de Saint-Louis, a été nommé archevêque métropolitain de Dakar, en remplacement de Monseigneur Benjamin Ndiaye, qui a renoncé à sa charge « pour des raisons de santé », a annoncé à l'APS l'abbé Armand Ngamby Ndiaye, directeur de la communication du diocèse de Thiès.

« Le Saint-Père a accepté la démission au gouvernement pastoral de l'archidiocèse de Dakar, au Sénégal, présentée par Mgr Benjamin Ndiaye. Comme successeur, le Pape François a nommé Mgr André Gueye, l'actuel évêque de Thiès et administrateur apostolique de Saint-Louis, toujours au Sénégal », confirme le Vatican sur son site Internet.

Les évêques de la conférence épiscopale du Sénégal, de la Mauritanie, du Cap-Vert et de Guinée-Bissau ont salué, dans un communiqué, la nomination de Monseigneur André Guèye. Ils disent implorer « la plénitude de la bénédiction divine sur Monseigneur André Guèye, pour

une mission épiscopale féconde et sanctifiante », tout en lui faisant part de leur « fraternelle reconnaissance pour tant d'année consacrées au service du peuple de Dieu comme pasteur infatigable, ouvert et attentif ».

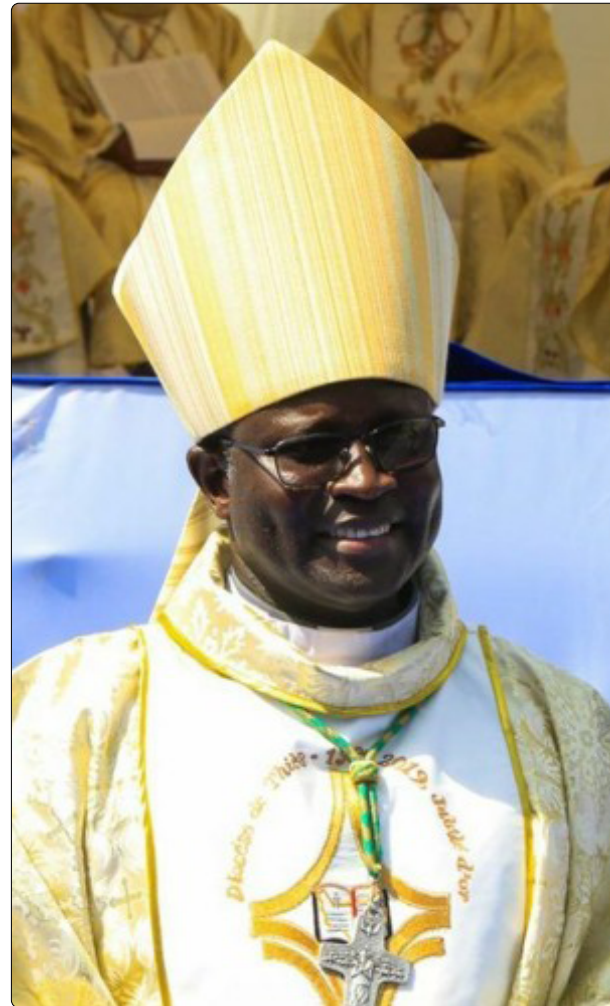
Le nouvel archevêque de Dakar, Monseigneur André Guèye, 57 ans, a été ordonné prêtre le 27 juin 1992 en la cathédrale de Thiès.

Il est devenu évêque de cette même ville le 18 janvier 2013 et a été consacré le 25 mai de la même année.

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, lui a adressé ses « chaleureuses » félicitations, dans un message sur le réseau social X. « J'adresse mes chaleureuses félicitations à Monseigneur André GUEYE pour sa nomination par Sa Sainteté le Pape François en tant qu'Archevêque de Dakar », a écrit le chef de l'Etat.

Il a dans le même temps rendu hommage à Monseigneur Benjamin NDIAYE, « dont l'engagement exemplaire en faveur du dialogue, de la concorde et de la paix restera une source d'inspiration pour notre Nation ».

« Le Sénégal lui est profondément reconnaissant », ajouté le président Faye, avant de conclure : « Que son magistère soit éclairé par la sagesse et guidé par la grâce, au service de la foi et du bien commun ». ■



RÉCOMPENSE

PROJETS DE RECHERCHE INNOVANTS UNE ÉQUIPE SÉNÉGALAISE PRIMÉE AU GLOBAL BEST M-GOV

■ Par Alioune Diouf



Thiès – **Des étudiants de l'Ecole polytechnique de Thiès (EPT) et de l'Ecole nationale supérieure d'agriculture (ENSA) viennent de remporter la deuxième place d'un concours international récompensant les projets les plus impactants et les plus innovants dans le monde universitaire.**

Les lauréats, formant une équipe de 6 étudiants – trois de l'Ecole polytechnique de Thiès (EPT) et trois autres de l'Ecole nationale supérieure d'agriculture (ENSA) – ont été primés à Dubaï, aux Emirats arabes unis, où se tenait ce concours dénommé Global Best M-Gov. Ils ont été classés à la deuxième place dudit concours grâce à leur projet dénommé TERA (Technologie Entreposage des Récoltes Agricoles) et qui concourrait parmi 3 500 projets d'étudiants issus de 74 pays.

Une participation exceptionnelle, selon les organisateurs de cette compétition universitaire, dont l'édition de cette année a coïncidé avec le Sommet mondial des gouvernements (WGS 2025).

La 12^e édition avait réuni des délégations de 140 gouvernements et des leaders mondiaux de la technologie, du 11 au 13 février 2025, sur des thématiques portant sur

l'intelligence artificielle, la transformation numérique et le rôle des partenariats public-privé. Les lauréats sénégalais du Global Best M-Gov seront mis en relation avec le responsable de l'incubateur de l'Ecole polytechnique de Thiès, « afin de voir comment les encadrer pour transformer ce projet en startup », a annoncé le directeur de l'EPT, Mamadou Wade. La deuxième place qu'ils ont remportée dans « un concours aussi sélectif témoigne de la qualité des enseignements » dont ils ont bénéficié, a-t-il dit, ajoutant que « voir le Sénégal briller sur une telle scène est une immense source de fierté ».

Selon le directeur de l'EPT, cette distinction est le fruit d'un esprit d'émulation dans l'innovation suscité dans l'établissement qu'il dirige. « Depuis quelques années, l'EPT s'est engagée dans un processus de redynamisation de la recherche et de l'innovation. On a fait de l'innovation un cœur de métier, en créant un écosystème favorable permettant aux étudiants d'exprimer leur créativité via leurs propres projets et à travers des cours qui leur sont dispensés », a-t-il soutenu. L'Ecole polytechnique de Thiès a été aidée en cela par les équipements pédagogiques et de recherche que l'État octroie aux universités depuis deux ans, dit son directeur. Il a renseigné que l'administration de l'EPT a installé un fablab et un incubateur, pour « bâtir cet esprit créatif auprès des étudiants, par l'organisation d'un concours d'innovation à l'interne ». « Cela a commencé à porter ses fruits, parce que depuis quelques années, nous commençons à voir nos étudiants briller, tant au niveau national qu'international », a-t-il commenté. ■

SOCIÉTÉ NATIONALE AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALAISE (APS)

ADRESSE :

Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Momar Diong

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES CONTENUS :

Amadou Samba Gaye

CHEF DE SERVICE :

Aboubacar Demba Cissokho

PHOTOGRAPHES :

Pape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE / INFOGRAPHIE :

Essa Seck

SERVICE COMMERCIALE :

Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95



ÉLEVAGE

■ Par Assane Dème

Kaolack – La neuvième édition de la Journée nationale de l'élevage, commémorée ce samedi 22 février à Kaolack (centre), a été l'occasion, pour le chef de l'Etat, de réaffirmer son ambition de travailler à l'amélioration de l'écosystème de ce secteur dont les projets, assure-t-il, sont au cœur du nouveau référentiel des politiques publiques

Bassirou Diomaye Faye, présidentant cette manifestation, a déclaré que les projets du secteur primaire figurent parmi les priorités du plan quinquennal 2024-2029 inscrit dans la Vision « Sénégal 2050, agenda national de transformation ».

Le chef de l'Etat a rappelé que l'édition de cette année de la Journée nationale de l'élevage se tient dans un contexte d'opérationnalisation de la première phase quinquennale de la vision « Sénégal 2050 ».

Il a assuré que dans ce cadre, les « facteurs de vulnérabilité » de l'élevage feront l'objet de plans d'actions spécifiques.

« C'est dans cette perspective que j'ai donné des instructions au ministre [de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage] pour l'évaluation de la loi d'orientation agrosylvopastorale et halieutique et la préparation des décrets d'application du code pastoral », a-t-il dit.

Il a annoncé que l'une des « mesures phares » visant l'amélioration de l'écosystème de l'élevage, porte sur la sécurisation des facteurs de production, notamment l'alimentation du cheptel, avec la mise en place de coopératives agricoles communautaires. Ce qui devrait contribuer à fixer les jeunes dans leurs terroirs et à lutter contre le chômage et la migration irrégulière.

Concernant l'amélioration génétique, il a assuré que les opérations d'importation d'animaux seront poursuivies, aussi bien pour le système extensif que celui intensif, en y intégrant les cultures fourragères et tout l'accompagnement nécessaire en termes de conduite de l'élevage et de santé animale.

Bassirou Diomaye Faye a listé les difficultés auxquelles fait face le secteur de l'élevage au Sénégal, citant l'insuffisance des infrastructures pastorales et le défaut de valorisation des produits de l'élevage, ainsi que la persistance et la recrudescence de certaines maladies.

Il s'y ajoute, selon lui, « la difficulté d'accès un foncier sécurisé pour les activités d'élevage ».

Le président de la République a aussi souligné l'importance de la place du secteur de l'élevage dans les objectifs de souveraineté alimentaire, une problématique qui, relève-t-il, se trouve « au cœur des politiques publiques ».

Bassirou Diomaye Faye estime que la filière des produits d'origine animale englobe de « réelle potentialités », si toute la chaîne de valeur qui s'y rapporte est bien exploitée. « La production animale a généré dans notre pays, durant l'année 2023, près de 847

PERSPECTIVES DU SECTEUR PRIMAIRE LA PART DE L'ÉLEVAGE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES EN EXERGUE



milliards de francs CFA, témoignant ainsi de la vitalité de ce sous-secteur, où des résultats importants ont été obtenus grâce aux efforts consentis », a insisté le président de la République.

Il note toutefois que le déficit commercial du Sénégal en produits d'origine animale demeure « considérable », précisant que « rien que pour le lait et les produits laitiers, les importations sont évaluées à 126 milliards de francs CFA ».

Ce système d'approvisionnement basé sur les importations « n'est pas soutenable. Il nous expose aux chocs exogènes et nous contraint à des subventions qui, non seulement grèvent notre balance commerciale mais bénéficient plus aux acteurs de la filière des pays exportateurs ».

Il a par ailleurs insisté sur l'urgence d'éradiquer le vol de bétail, précisant avoir « instruit le Premier ministre d'organiser, dans les meilleurs délais, en relation avec le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage et tous les acteurs concernés, une concertation nationale aux fins de s'accorder sur une feuille de route consensuelle, qui tiendra compte de la dimension holistique de la lutte contre ce désastre ». « Ma ferme volonté et de soutenir et de sécuriser l'élevage, secteur stratégique de notre économie, afin

d'en faire un vecteur de redressement productif et un moteur de croissance qui concourt à la compétitivité et à la viabilité de nos territoires, contribuant in fine à la souveraineté alimentaire », a déclaré Bassirou Diomaye Faye.

Pour ce faire, la politique du gouvernement sera « résolument » orientée vers la diversification des filières soutenue par des interventions axées sur l'innovation, la qualité et la création de valeur.

Le président Faye a indiqué que la sanctuarisation des terres agricoles et pastorales fera l'objet d'une attention particulière avec, au besoin, le recours aux moyens appropriés notamment juridiques. De même des dispositions seront prises pour un « soutien accru » aux initiatives contribuant à la maîtrise des coûts de production et à la mise en place d'industries performantes.

« C'est là le fondement de la stratégie de souveraineté alimentaire élaborée par le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage, visant à fédérer tous les acteurs, agriculteurs, éleveurs, transformateurs, distributeurs de produits animaux et d'intrants ainsi que les banques et les pouvoirs publics, pour une action coordonnée et efficace », a-t-il conclu. ■

AGRICULTURE

■ Par Baboucar Thiam

SYSTÈMES HORTICOLES INNOVANTS LES EAUX USÉES RECYCLÉES, LE BON FILON DES MARAICHERS DE THIÈS

Thiès – **Les eaux usées, habituellement considérées comme un problème d'assainissement dont la mauvaise prise en charge impacte durablement le cadre de vie, révèlent leur grand potentiel dédié à la valorisation de l'horticulture dans les faubourgs de la commune de Thiès-ouest, accentué par le déficit pluviométrique lié au changement climatique.**

Les pouvoirs publics ont installé plusieurs stations de traitement dans la région, dont une à Keur Saib Ndoye, dans les faubourgs de la cité du rail.

Non loin de cette station, plus d'une centaine de maraichers ont décidé de transformer en opportunité les problèmes d'assainissement courants des villes. Ils utilisent les eaux usées recyclées par cette station pour développer une agriculture sans engrais chimiques.

A l'entrée de la station de Keur Saïb, à la lisière de Médina Fall, un quartier de la commune de Thiès Nord, se dresse un grand bassin surplombé d'une structure métallique, dont la rouille commence à ternir la peinture bleue.

Cette station est fortement sollicitée pour le traitement des eaux usées issues des fosses septiques et du système d'assainissement de la ville de Thiès et ses environs.

« Il faut savoir que c'est la seule station d'épuration de ville de Thiès », précise Amath Ndiaye, en charge de la gestion de cette installation chargée du traitement des eaux usées des ménages de Thiès et environs, acheminées ici par des camions-citernes, mais aussi via le réseau de drainage.

Les eaux arrivent à cette station « chargées de matières solides, de sable, de sachets plastiques et autres ordures ménagères, en plus de l'huile qu'elles contiennent », détaille le responsable de la station d'épuration, la trentaine révolue.

Le recyclage effectué par cette station nécessite l'utilisation de méthodes mécaniques, telles que la filtration et la décantation, ainsi que de méthodes biologiques et chimiques.

Les eaux dont ont été extirpés les déchets solides, la graisse et le sable « contiennent des matières fécales dissoutes, qui seront enlevées par un traitement biologique qu'elles subiront



en dernier ressort dans des bassins », a-t-il signalé.

Le processus d'épuration supervisé par un laborantin

Cette opération appelée « traitement tertiaire » est exécutée par des bactéries vivant dans des bassins dits biologiques, dans lesquels ces organismes microscopiques se nourrissent et se reproduisent aussi.

Il s'agit de bassins relativement profonds dans lesquels ces bactéries se gavent des matières fécales dissoutes dans un liquide à l'aspect répulsif, malodorant du fait qu'il provient des égouts et des fosses septiques.

Au besoin, la contenance des bassins peut être désinfectée en utilisant du chlore. Cette eau chlorée peut servir dans les travaux publics (construction routière, bâtiment). Mais parfois, elle n'a pas besoin d'être chlorée, car ayant été débarrassée de ses matières fécales et substances nuisibles, après l'intervention des bactéries. Cette eau reste riche en phosphore

et en azote, deux puissants fertilisants, et « est très prisée par les maraichers, les arboriculteurs et les horticulteurs qui l'utilisent pour arroser leurs plantes », renseigne le responsable de la station.

Tout le processus d'épuration est supervisé par un laborantin, qui effectue des prélèvements à toutes les étapes, pour « s'assurer que l'eau qui sort de la station est totalement purifiée et est réutilisable pour l'agriculture ou rejetée dans la nature, sans risque ».

Comme pour rassurer, le responsable du laboratoire de contrôle de la station de Thiès, El Hadj Cissé montre trois bocaux contenant des échantillons d'eau de couleur noire, d'aspect plus clair et enfin de couleur jaunâtre.

Ils représentent les trois états successifs des eaux usées, de leur arrivée en provenance du système d'assainissement ou des camions-citernes à la fin du processus d'épuration.

« Ici, nous avons les trois échantillons que nous avons analysés au niveau du laboratoire, donc

nous connaissons exactement la composition physico-chimique des eaux qui arrivent et qui sortent de cette station, afin de respecter les normes de rejet de l'ONAS et du Sénégal », assure-t-il, ajoutant que des normes sont fixées pour chaque paramètre.

Des « lits de séchage » pour traiter la boue issue des eaux usées

Après l'activité des bactéries, l'eau noirâtre, passée par le clarificateur, devient jaunâtre. Ce liquide, appelé « eau clarifiée », subit une analyse visant à vérifier d'abord le respect, à cette étape, des normes de conception de l'usine de Keur Saïb Ndoye, ensuite, celui des normes de rejet sénégalaises.

Avant tout rejet des eaux déjà traitées, quelques-uns de leurs paramètres sont nécessairement mesurés, afin de s'assurer qu'elles respectent les normes sénégalaises. Il s'agit du potentiel hydrique (PH), de la demande biochimique en oxygène (DBO), de la demande chimique en oxygène (DCO) et des matières en suspension.

« Tous ces paramètres sont analysés à partir des eaux qui sortent complètement de la station d'épuration », insiste le laborantin.

Pour traiter la boue issue des eaux provenant du système d'assainissement et des fosses septiques, la station est dotée de « lits de séchage ».

Les eaux boueuses sont drainées vers l'épaisseur, après quoi elles sont acheminées dans les lits séchage munis de drains superposés en profondeur, découpés pour favoriser l'infiltration des eaux qu'elles contiennent.

Une fois asséchée dans les bassins pendant 30 jours, « cette boue est d'abord broyée, réduite en poudre, mise en sac et distribuée aux cultivateurs, maraîchers, horticulteurs, arboriculteurs et autres producteurs agricoles de la zone pour servir de fertilisant », indique le gérant de la station d'épuration de Tivaouane, Lamine Diop. Elle peut aussi être utilisée dans la fabrication de pavés, dit-il.

De fait, face à la baisse des rendements des terres agricoles et la prolifération des fertilisants chimiques, qui constituent un danger pour l'environnement et la santé, la boue issue du traitement des eaux usées peut représenter une alternative pour fertiliser les terres, tout en contribuant à préserver l'environnement.

Dans cette optique, la station alimente en eau et en fertilisants des producteurs actifs dans



les périmètres maraîchers de la zone. Au bout de plus d'une dizaine de minutes de marche sur une route latéritique, jonchée de nids de poules, apparaît une longue clôture en fils barbelés, surmontée de plantes rampantes. Une allée débouche là sur des périmètres maraîchers.

Des périmètres exploités 12 mois sur 12

Le site abrite aussi une vaste lagune où sont déversées les eaux déjà traitées pouvant être utilisées pour le maraîchage.

Un endroit captivant de par sa verdure. Un bosquet luxuriant entourant une étendue d'eau claire sur laquelle s'étalent à perte de vue de belles fleurs de nénuphars : c'est la lagune recevant les eaux traitées à leur sortie de la station d'épuration, à laquelle elle est directe-

ment connectée par des tuyaux d'évacuation.

Rien, à première vue, ne peut laisser croire que cette eau vient des fosses septiques et du système d'assainissement de Thiès.

L'espace abrite des périmètres maraîchers, des arbres fruitiers, mais également une grande variété de végétaux sauvages. Preuve du caractère fertilisant de l'eau déversée dans la lagune, l'environnement immédiat, telle une oasis, contraste nettement avec le reste du paysage à la ronde. « Cette eau nous aide beaucoup », confie Moundiaye Diogoye, un jeune maraîcher dont l'activité dépend de cette eau.

Le jeune homme informe que grâce à cette lagune, bon nombre de maraîchers exploitent ici des parcelles 12 mois sur 12.

« Tous les travailleurs que vous voyez ici, plus d'une centaine, utilisent l'eau recyclée qui

vient de l'usine », renseigne Diogoye. En cette période post-hivernale coïncidant avec la saison froide, l'activité horticole bat son plein. Les parcelles sont épanouies. Différentes variétés de légumes sont produites dans ces périmètres arrosés et fertilisés avec des eaux et de la boue sorties droit de la station de Keur Saïb Ndoye.

L'engrais et l'eau que nous utilisons, nous viennent de la station, note Diogoye, un horticulteur habitant Médina Fall, un quartier adjacent de Keur Saïb Ndoye.

« Actuellement, nous recrutons beaucoup de saisonniers qui nous viennent de l'intérieur du pays : Kaolack, Fouta, mais également de la zone des Niayes », affirme le jeune producteur.

Boues de vidange aussi efficaces que les engrais minéraux

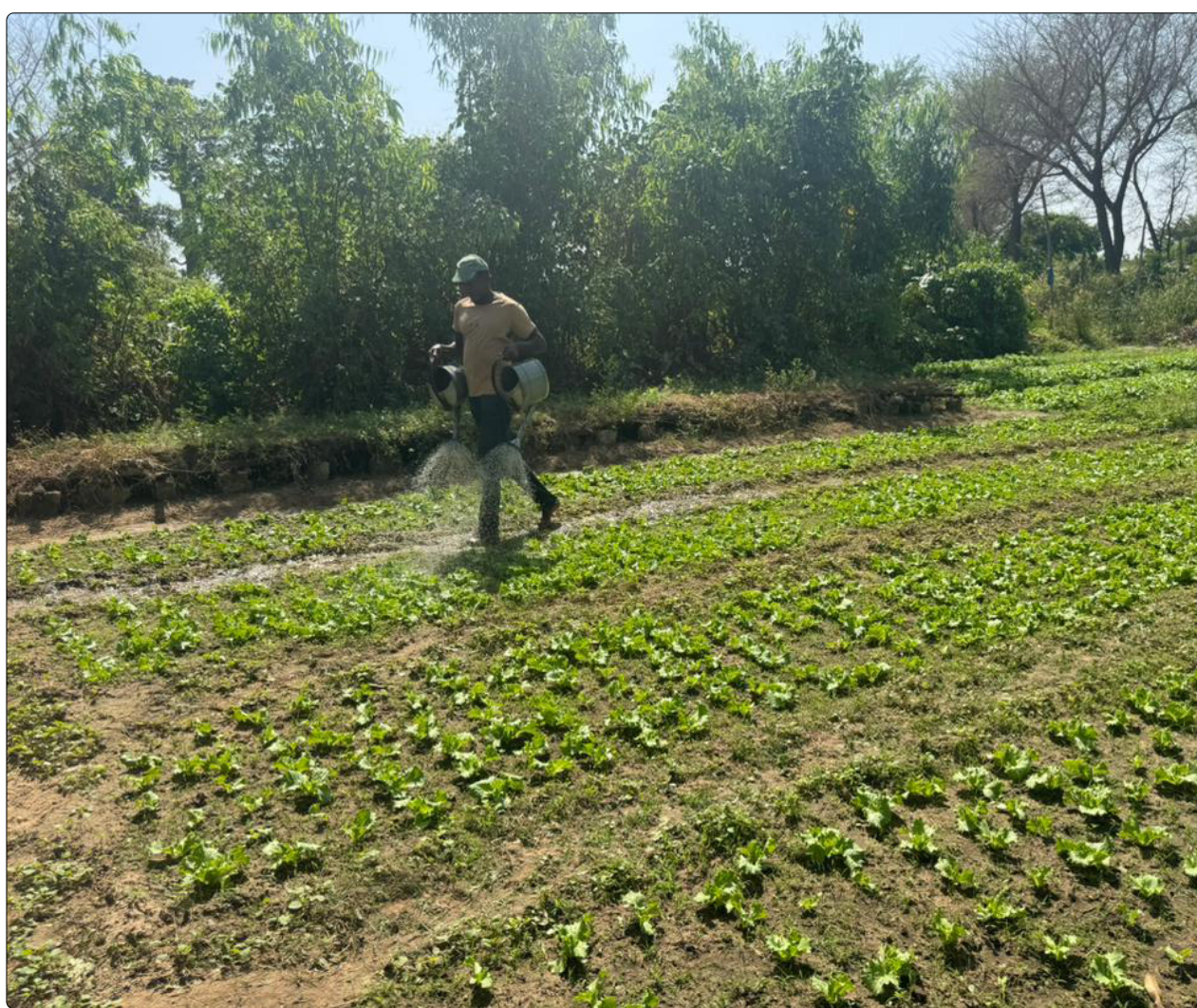
Selon le conseiller technique du directeur général de l'Office national de l'assainissement du Sénégal (ONAS), Mouhamadou Guèye, ces maraîchers démontrent, par la pratique, que les eaux usées traitées et les produits dérivés comme la boue, ont un pouvoir fertilisant, avec un avantage supplémentaire : leur utilisation ne pollue pas les terres et les nappes phréatiques

« C'est cela qu'il faut promouvoir, afin d'avoir une agriculture biologique, une agriculture qui préserve l'environnement, bref une agriculture durable », recommande-t-il, en rappelant que les engrais minéraux contiennent des substances contribuant au lessivage de nos terres et à créer ainsi une baisse des rendements agricoles.

Il préconise donc l'utilisation de cet engrais biologique comme un moyen de préservation de l'environnement et, dans une certaine mesure, comme un outil d'adaptation au changement climatique.

« Il faut promouvoir l'utilisation de ces engrais », insiste le conseiller technique, laissant entendre que le contexte s'y prête, d'autant que l'Etat du Sénégal autorise et encourage même désormais l'utilisation de l'engrais organique. Ce qui, selon lui, n'était pas le cas il y a quelques années.

Il fait savoir qu'il y a « plus d'une quinzaine de stations de traitement de boue de vidange » au Sénégal, dans lesquelles les eaux issues des fosses septiques sont collectées, traitées et valorisées en boue séchée pour l'agriculture, avec l'utilisation d'omniprocesseurs permettant de transformer les boues de vidange en eau distillée et en cendres pour formuler de



l'engrais organo-minéral destiné à l'agriculture.

Le technicien soutient que des tests réalisés par des laboratoires de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar ont montré que ces boues peuvent être utilisées directement, « sans influence néfaste, sur les terres et sur les cultures, avec un pouvoir fertilisant aussi bon que celui des engrais minéraux et sans effet néfaste sur l'environnement ».

De même, il affirme qu'une étude de l'USAID, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, a montré qu'on peut augmenter

de 32 fois le potentiel de traitement des boues de vidange au Sénégal.

« Nous avons encore 32 fois [plus] de marge d'augmentation de ce potentiel, la valorisation des boues de vidange et des produits issus de l'assainissement n'a pas encore atteint sa maturité, nous n'en sommes qu'au début », avance-t-il. Les maraîchers ont remarqué un autre avantage : c'est que les productions obtenues à parti de l'eau et des produits dérivés du traitement des boues de vidange, se conservent plus longtemps. ■

CULTURE

VINGT-NEUVIÈME ÉDITION DU FESPACO UN SPECTACLE AXÉ SUR LA RÉSILIENCE POUR COMMENCER

Des envoyés spéciaux de l'APS
Aboubacar Demba Cissokho et Fatou Kiné Sène

Ouagadougou – Une chorégraphie axée sur la résilience et la volonté d'un peuple de rester debout, ancré dans ses valeurs de dignité, a consacré l'ouverture de la 29-ème édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO), samedi 22 février.



FESPACO

22.02 - 01.03 2025



Intitulé « Ouili » (Lève-toi, en dioula), le spectacle mis en scène par Aristide Tarnagda fait clairement référence à la situation sociopolitique et sécuritaire que traverse le Burkina Faso, marquée par des attaques terroristes dans de nombreuses contrées du pays. La cérémonie s'est déroulée en présence du président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, et le maréchal Mahamat Idriss Deby Itno, président du Tchad, pays invité d'honneur de cette édition.

Tarnagda, assisté de Aguibou Bougobali Sanou, avec des artistes de plusieurs disciplines, ont proposé un spectacle qui a fait appel au passé, utilisé comme miroir et reflet d'un présent contrarié, mais plein de promesses de projection vers un futur plein d'espoir pour le Burkina Faso et tous les peuples en lutte pour plus de liberté, de justice, d'indépendance et d'égalité.

« Ouili » est un mélange harmonieux de musique, de conte, de danse, de textes, de musique et de cinéma, exécuté par 120 artistes mobilisés depuis près de deux mois.

Le Fespaco 2025 appelle à s'ancrer dans nos valeurs, selon Khady Diène Gaye

Pour le ministre sénégalais de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Khady Diène Gaye, cette édition du festival panafricain, axée sur le thème « Cinémas d'Afrique et identités culturelles », appelle les peuples à s'ancrer dans les valeurs africaines. Elle a assisté pour la première fois à la cérémonie officielle d'ouverture de la 29ème édition du FES-

PACO (22 février au 1er mars) au palais des sports de Ouaga 2000, dans la capitale burkinabé.

Cette édition du FESPACO, placée aussi sous le signe de l'identité culturelle africaine et « avec comme pays invité d'honneur le Tchad, « nous renvoie tous, les pays africains, et particulièrement les pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'obligation de rester fortement ancrés dans nos valeurs traditionnelles culturelles », a-t-elle dit à la fin de la cérémonie.

Pour Mme Gaye, le thème de cette édition « Cinémas africains et identités culturelles » est « en parfaite corrélation et en parfait arrimage avec le nouveau référentiel des politiques publiques de développement qui veut asseoir la vision d'un Sénégal prospère, juste, souverain, mais aussi ancré dans une Afrique et dans nos valeurs fortes culturelles ».

A travers les différentes allocutions prononcées, « nous tous restons convaincus que c'est à travers la culture, l'art, les différentes formes d'expressions culturelles », dont le cinéma, « que nous pourrions asseoir un véritable développement durable », a-t-elle soutenu.

Selon Khady Diène Gaye, l'Afrique regorge tellement de talents que la jeunesse, couche représentant la majorité de la population du continent, doit s'interdire de d'importer des références. Elle faisait allusion au spectacle d'ouverture intitulé « Ouili » (Lève-toi, en dioula) appelant à la persévérance pour sortir de la violence notée sur le continent.

Le Sénégal présent avec une délégation de soixante membres

Des talents sénégalais tels que Sembène Ousmane, Mohamed Mbougar Sarr, Felwine Sarr, Souleymane Cissé du Mali, etc., ont été cités parmi ceux qui ont montré la voie pour une Afrique unie, solidaire, prospère, ancrée dans des valeurs fortes.

Selon Khady Diène Gaye, le Sénégal a contribué à l'organisation de cette édition du FESPACO comme il l'a toujours fait. « Le Sénégal est venu avec son appui comme chaque fois et cela a été remis à la délégation générale du FESPACO' », a-t-elle signalé.

Le Sénégal est présent à cette 29-ème édition du FESPACO avec une délégation d'une soixantaine de personnes, a fait savoir le ministre, estimant qu'une sélection record de plus d'une vingtaine de films représentent le Sénégal.

Pour chaque film, renseigne la ministre, « il y a des thématiques très riches, assez variées », à l'image d'"Une si longue lettre", de la réalisatrice Angèle Diabang, et "Timpi Tampa", d'Adama Bintou Sow.

« Nous espérons qu'on rentrera avec des trophées à la clôture », a-t-elle lancé, relevant qu'avec son équipe du département de la Culture, elle fera « tout pour accompagner le cinéma sénégalais et, au-delà, le cinéma ouest africain ». ■

CULTURE

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
LE DÉPARTEMENT D'HISTOIRE CÉLÈBRE
DEUX FIGURES ICONIQUES

■ Par Moussa Konté

Dakar – L'université Cheikh Anta Diop de Dakar a rendu hommage aux professeurs Abdoulaye Bathily et Boubacar Barry, deux grands historiens qui ont contribué, pendant plus de quatre décennies, au rayonnement du département d'histoire de la première université publique sénégalaise.



Les professeurs Bathily et Barry ont également été d'un grand apport dans la compréhension de la Sénégambie, de son histoire et de ses dynamiques.

Un hommage mérité leur a été rendu, samedi 22 février, dans le cadre d'un colloque de trois jours, intitulé « Dynamiques autour du fleuve Sénégal ».

« L'un des plus grands apports de Barry et de Bathily est d'avoir su articuler la longue durée des dynamiques africaines avec une critique du prisme européen », a déclaré le rapporteur du colloque, le professeur Mamadou Bodian.

« Ils ont montré que la Sénégambie ne saurait être réduite en une construction coloniale, mais qu'elle est un espace fluide traversé par les mobilités des résistances et des reconfigurations pertinentes », a-t-il dit.

Les professeurs Barry et Bathily ont contribué à « poser les bases de l'histoire connectée, où le local et le global se conjuguent dans un dialogue constant », a ajouté le rapporteur du

colloque. Ils ont passé plus d'un demi-siècle de leur vie à l'UCAD, en plus d'être liés par une forte amitié. Boubacar Barry, venu de Dindéa, en Guinée, est à l'origine, en 1988, de la dénomination « École de Dakar », appliquée aux historiens sénégalais qui se sont inscrits dans la mouvance de Cheikh Anta Diop à partir du milieu des années 1950.

Engagé pour l'africanisation de l'université Cheikh Anta Diop, ne savait pas encore qu'il allait devenir le premier secrétaire général de l'Association des historiens africains en 1972, porte étendard de l'École de Dakar.

Depuis ses premières publications dans les années 1970, Boubacar Barry défend l'idée d'une grande Sénégambie des peuples, qui à ses yeux constitue les bases de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence, dont « Le royaume du Waalo - Le Sénégal avant la conquête », traduit en plusieurs langues, et « La Sénégambie du XV^e au XIX^e siècle – Traite négrière, islam et conquête coloniale »

(1988), considéré comme son œuvre majeure.

Abdoulaye Bathily, historien et homme politique, se singularise également par des ouvrages remarquables, parmi lesquels « Les portes de l'or, le Royaume de Galam, Sénégal de l'ère musulmane au temps des négriers (VIII^e -XVIII^e siècle), Paris, L'Harmattan, et « Mai 68 à Dakar : la révolte universitaire et la démocratie », Dakar, Paris, éditions Chaka, 1992.

Chef de file de la Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (LD/MPT) pendant 29 ans, il fut plusieurs fois député et ministre.

Abdoulaye Bathily a par ailleurs occupé successivement les fonctions de Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale et Représentant spécial-adjoint du secrétaire général des Nations unies pour le Mali.

Il est actuellement l'Envoyé spécial du président Diomaye Faye auprès de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel. ■